

Fiche 9 - Financement du développement : la montée en puissance des pays du Sud

La Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, le Brésil ou les monarchies du Golfe jouent désormais un rôle croissant dans la solidarité internationale. Leurs financements ne ciblent pas toujours les mêmes secteurs, n'utilisent pas les mêmes instruments et ne suivent pas non plus la même conception des partenariats. Dans un contexte de recul marqué de l'aide publique au développement des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, cette recomposition élargit les options des pays partenaires, mais rend aussi le système plus fragmenté et avec par de nouvelles lignes de fracture géopolitiques.

A RETENIR

- Les nouveaux bailleurs ne remplacent pas mécaniquement les bailleurs traditionnels. Leur montée en puissance fait émerger un système de financement du développement plus concurrentiel, plus fragmenté et plus politique.
- La Chine, l'Inde, la Turquie et plusieurs pays du Golfe occupent désormais une place croissante dans ce paysage.
- Ces acteurs recourent souvent à des instruments distincts de l'APD classique, notamment les prêts, les crédits à l'exportation et les investissements.
- Cette diversification élargit les marges de négociation des pays partenaires, mais elle peut aussi accroître leur exposition au risque d'endettement.

Faits et chiffres

Le paysage de la solidarité internationale s'est récemment diversifié. Aux côtés des bailleurs traditionnels membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, plusieurs acteurs, dont **la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar**, ont renforcé leur présence. Cette évolution s'explique par la croissance économique de puissances émergentes, leur affirmation diplomatique et la recomposition d'un ordre international plus multipolaire. Elle répond aussi aux attentes de nombreux pays du Sud, désireux de diversifier leurs partenaires.

Ces nouveaux bailleurs se distinguent par leurs pratiques. Les membres du CAD privilégient historiquement les dons ou les prêts très concessionnels. **Plusieurs de ces**

nouveaux acteurs articulent plus directement diplomatie, commerce, investissement et développement.

Une part importante de **leurs financements ne relève donc pas de l'aide publique au développement** telle que définie par le CAD de l'OCDE. Il s'agit souvent de **prêts accordés au taux du marché, de financements liés à l'achat de biens ou de services auprès du pays financeur à travers une aide « liée », ou d'investissements**. Ces instruments sont souvent orientés vers les infrastructures, les transports, l'énergie, les télécommunications, l'eau ou la construction. Ils poursuivent des objectifs de développement, mais également d'influence et d'intérêt économique, assumant un retour sur investissement immédiat.

Pour les pays partenaires, ces financements peuvent soutenir rapidement des projets d'infrastructures, d'énergie, de transport ou de télécommunications, parfois plus vite que d'autres financements. En revanche, **lorsque les prêts sont peu concessionnels**, avec des taux d'intérêt plus élevés ou des délais de remboursement plus courts, **ils alourdissent le coût de la dette et fragilisent des pays déjà exposés à des tensions budgétaires.**

Cette évolution modifie aussi les rapports de force. **De nombreux États peuvent désormais arbitrer entre plusieurs offres de financement.** Ainsi, dans un paysage plus hétérogène, l'enjeu n'est plus seulement de mobiliser davantage de financements, mais aussi d'identifier quels projets ils soutiennent, avec quelles contreparties et quels effets à long terme.

Les nouveaux bailleurs revendiquent une autre approche politique. Ils mettent en **avant la coopération « Sud-Sud », un mode de partenariat entre pays du Sud fondé sur le respect de la souveraineté et la non-ingérence.** Présentée comme plus horizontale, cette approche

contribue à leur attractivité, mais elle accompagne aussi un déplacement du centre de gravité du développement vers des relations bilatérales, moins coordonnées par les cadres communs de l'aide internationale.

Par ailleurs, **ces pays renforcent aussi leur influence dans les institutions multilatérales**. Leur capacité de financement accroît leur poids dans les instances de gouvernance : la Chine se classe désormais troisième actionnaire de la [Banque internationale pour la reconstruction et le développement](#) (BIRD), la plus grande banque de développement au monde, l'Inde et l'Arabie saoudite devancent la France parmi les [États contributeurs volontaires de l'OMS](#), aux 5^e et 6^e rang. En finançant les infrastructures, l'action humanitaire, la santé ou des lignes de crédit, **ces États consolident leurs liens avec de nombreux pays du Sud, qui peuvent ensuite relayer leurs positions dans les enceintes multilatérales**. En 2008, les financements de l'agence de développement turque (TIKA) ont ainsi [contribué à l'élection de la Turquie](#) comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Ces pays développent aussi leurs propres instruments multilatéraux, comme [l'Asian Infrastructure Investment Bank](#) (AIIB) et la [New Development Bank](#) (NDB), créées à l'initiative de la Chine.

Décryptage des principaux pays nouvellement bailleurs de la solidarité internationale et du développement

La Chine, acteur central

La Chine incarne particulièrement cette transformation. Engagée dans la coopération internationale depuis 1949, elle a changé d'échelle en 2013 avec le lancement des [Nouvelles routes de la soie](#) (*Belt and Road Initiative* ou BRI). Cette initiative prévoit de **développer un réseau de liaisons maritimes et ferroviaires reliant la Chine, l'Europe et l'Afrique** afin de faciliter les échanges commerciaux entre la Chine et ses pays partenaires. La BRI soutient aussi la présence économique et financière de la Chine à l'étranger. Elle ouvre des débouchés aux entreprises chinoises, sécurise des approvisionnements et consolide l'influence de Pékin. Plus de 140 pays ont rejoint l'initiative.

[Selon AidData](#), les institutions officielles chinoises ont soutenu 20 985 projets dans 165 pays à revenu faible ou intermédiaire entre 2000 et 2021, pour un montant total de 1 340 milliards de dollars. **Ces financements ne**

peuvent toutefois être assimilés à de l'aide publique au développement telle que la mesure l'OCDE. Sur 843 milliards de dollars de financements chinois à l'étranger [entre 2000 et 2017](#), seuls 101 milliards de dollars, soit environ 12 %, étaient compatibles avec les critères de l'APD au sens du CAD. Dans la période plus récente de 2018 à 2021, 10,8 % des montants engagés par la Chine à l'étranger relevaient d'un financement entrant dans les critères de l'OCDE.

Les financements de la Chine reposent en premier lieu sur des prêts, en particulier dans les secteurs du transport, de l'énergie, des télécommunications de l'eau, et de la construction. Cette stratégie a fait de la Chine **le premier créancier bilatéral de l'Afrique subsaharienne**, où [elle détient 57 % de la dette bilatérale officielle](#). La Chine ne déclare pas ses flux officiels à l'OCDE selon les mêmes règles que les membres du CAD, ce qui rend leur comparaison et leur suivi complexes. Son absence des enceintes traditionnelles de coordination des créanciers, comme le Club de Paris, et la multiplication des institutions chinoises impliquées compliquent également les restructurations de dette des pays du Sud.

Un exemple de financement chinois : le Standard Gauge Railway au Kenya

Le Standard Gauge Railway (SGR) est la ligne ferroviaire reliant le port de Mombasa à la capitale du pays, Nairobi. Le projet, financé en grande partie par des prêts de l'Exim Bank of China, [s'élève à 4,7 milliards de dollars](#). Le prêt prévoyait que le chantier soit confié [à une entreprise publique chinoise](#). Cette condition imposée pour la construction de la ligne de 470 kilomètres a également fait l'objet de critiques en raison de son coût et du poids qu'elle fait peser sur les finances publiques du pays. Le Kenya consacre en moyenne [plus d'un milliard de dollars par an](#) au remboursement de la dette liée au SGR. En juillet 2025, ces paiements représentaient [81 % du service total de la dette extérieure du Kenya](#).

Ces dernières années, la Chine a fortement réduit ses nouveaux prêts et recentré ses financements sur des projets plus ciblés. En 2025, les pays en développement devaient lui [rembourser 35 milliards de dollars](#), un montant désormais supérieur aux nouveaux crédits accordés, faisant progressivement de Pékin davantage un collecteur de dette qu'un pourvoyeur de financements.

La Russie

La Russie mobilise le financement du développement comme un instrument de politique étrangère afin de **consolider son voisinage post-soviétique et de promouvoir, notamment au sein des BRICS, un ordre international multipolaire**. Son aide publique au développement, estimée à environ 1 milliard de dollars par an en 2017, repose principalement sur des allègements de dette, des bourses d'études et de l'assistance technique, avec une forte préférence pour le canal bilatéral. En Afrique subsaharienne, son influence s'appuie davantage sur des partenariats sécuritaires, des livraisons d'armes et, dans plusieurs pays, sur un modèle associant protection des régimes et accès à des concessions minières ou à l'exploitation de ressources naturelles.

L'Inde

L'Inde mobilise son financement du développement comme un levier d'influence régionale pour stabiliser son voisinage, concurrencer l'influence chinoise et consolider un ordre multilatéral plus équilibré. Le pays promeut la coopération Sud-Sud, organise depuis 2023 les Sommets *Voice of the Global South* et déploie sa politique « Vasudhaiva Kutumbakam » (« le monde est une seule famille »). En 2024, elle a engagé plus de 300 lignes de crédit, représentant environ 32 milliards de dollars dans 68 pays pour des projets d'infrastructures, d'énergie, d'agriculture, de santé ou d'éducation.

La Turquie

Le financement du développement de la Turquie est principalement mobilisé en faveur de l'aide humanitaire et alimentaire en réponse à la crise syrienne. Il constitue également un levier de son influence diplomatique dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afrique, tout en accompagnant l'expansion de ses entreprises à l'international. En 2025, l'APD de la Turquie au sens de l'OCDE s'est élevée à 7,5 milliards de dollars, auxquels se sont ajoutés 49 milliards de dollars de financements accordés par sa banque d'import-export.

Les pays du Golfe

Les bailleurs du Golfe ont en commun d'utiliser le financement du développement comme un instrument de stabilisation régionale et de diversification de leurs relations économiques. **L'Arabie saoudite** se classe au premier rang en volume (5,2 milliards de dollars d'APD

en 2023) et privilégie les prêts concessionnels via le *Saudi Fund for Development* (environ 3,7 milliards de dollars de prêts en 2024). Les **Émirats arabes unis** assument une logique articulant aide, secteur privé et philanthropie avec 3,4 milliards de dollars d'APD en 2025 et un fonds de développement ayant atteint 59 milliards de dollars de financement cumulé fin 2024. Le **Qatar** mise sur une coopération humanitaire et multilatérale avec 911 millions de dollars d'APD en 2025.

Le Brésil

Membre du G20, le Brésil se distingue moins par le volume de ses financements que par sa coopération technique et le partage de son expertise en politiques publiques, dans le cadre de partenariats Sud-Sud. Présent en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique lusophone, le Brésil conduit aujourd'hui 205 projets dans 32 pays, souvent dans le cadre de coopérations triangulaires associant des partenaires du Nord.

Regards et témoignages

« *As a member of the Global South, China will vigorously deepen South-South cooperation and continue to provide help for fellow developing countries to the best of its capability.* » Xi Jinping, président de la Chine, Réunion des chefs d'État sur le climat et la transition juste, 23 avril 2025.

« *Le premier sommet Voice of the Global South a ouvert une nouvelle ère pour le multilatéralisme. L'Inde a normalisé les préoccupations du Sud dans le dialogue mondial et les pays en développement occupent désormais la place qui leur revient.* » Narendra Modi, chef du gouvernement indien, Tribune sur la présidence du G20 par l'Inde en 2023 dans Les Échos, 30 novembre 2023.

« *Pour gagner en marge de manœuvre, nous voulons diversifier nos instruments financiers et nous tourner vers des investisseurs ailleurs qu'en Europe et aux États-Unis.* » Ghislain Hologan, conseiller du ministre de l'Économie béninois pour les financements internationaux, Le Monde, 9 février 2026.

Pour aller plus loin

- [L'Afrique dans son rapport à la Chine : un partenariat générateur de surendettement](#), Patrick Plane, FERDI.
- [Les enjeux complexes de la dette dans les relations Chine-Afrique](#), Institut d'études de sécurité. [L'Afrique se tourne vers les pays du Golfe pour se financer](#), Le Monde.
- [Les profils de coopération pour le développement : Turquie, Brésil, Qatar, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Inde, Chine](#).
- [Retrouvez l'ensemble des fiches pédagogiques sur le site de Focus 2030 \(focus2030.org\).](#)

EXPERTISE 2030

Vous souhaitez interviewer ou bénéficier d'un éclairage sur l'aide publique au développement ?

Identifiez et contactez des experts via Expertise 2030, le répertoire des spécialistes des enjeux de développement et de solidarité internationale.